

L'ayatollah Khomeyni.



PHOTOS ACP

30 ans de révolution islamique

Iran. Cette semaine, l'Iran fêtait les trente ans de la révolution qui, en 1979, mettait fin au régime du Shah. Célébré en grande pompe, cet anniversaire a fait basculer l'Histoire du pays. Trois décennies plus tard, la révolution est-elle, comme le prétend le président Ahmadinejad, toujours « vivante et vivace » ?

Le 1^{er} février (date anniversaire du retour d'exil de l'ayatollah Khomeyni), débutaient en Iran une série de festivités qui allaient atteindre un point culminant dix jours plus tard. Le 10 février, plusieurs dizaines de milliers d'Iraniens sont en effet venus commémorer la chute de la dynastie des Pahlavi. Mais les festivités de cette année ont surtout été marquées, cinquante et un ans après le lancement du premier Spoutnik, par la mise sur orbite du satellite Omid (espoir) porté par la fusée Safir 2, présentée comme 100% iranienne, événement qui ne pouvait bénéficier d'un meilleur timing. Désir de puissance hérité de la révolution, diront certains.

Une révolution encore vivace

1978. LE SHAH, qui avait été à deux doigts d'être renversé par le socialiste Mossadegh en 1953, n'était-ce le soutien des Américains, a créé trop de mécontentements et la situation est devenue insoutenable. Si Mohamed Reza Khan est depuis longtemps critiqué pour sa proximité avec les Occidentaux, les réformes qu'il met en place à partir de 1963 sous le nom de « révolution blanche » lui vaudront une profonde antipathie auprès de la population et notamment parmi le clergé. Ce vaste programme de réformes visait à moderniser le pays et prévoyait notamment l'émancipation des femmes et une réforme agraire qui allait déposséder plusieurs grands propriétaires terriens. À partir des années 60, le régime se durcit et devient de plus en plus liberticide. Mohamed Reza interdit tous les partis politiques et instaure un parti unique. Il est accusé d'autoritarisme mais aussi de mégalo-manie, notamment devant le faste des cérémonies célébrant le 2500^e anniversaire de l'empire perse en 1971. À cela s'ajoute une situation économique difficile. Une opposition multiple s'est mise en place : démocrates et libéraux, communistes, nationalistes, et surtout religieux

dirigés par l'ayatollah Khomeyni. Les manifestations et les grèves sont réprimandées de plus en plus sévèrement par la police politique, la Savak. En 1978, se déclenche un cycle de manifestations et de grèves réprimées dans le sang mais qui ne s'arrêteront qu'avec le départ du shah le 16 janvier 1979. S'ensuit alors le retour triomphal de Khomeyni à Téhéran le 1^{er} février. La république islamique est instaurée. Ce nouveau régime repose essentiellement sur la théorie échafaudée par l'ayatollah, celle de « velayat e faqih » et du gouvernement par les clercs (lire encadré). Cette révolution sans précédent a soulevé un espoir immense. Qu'en est-il aujourd'hui, trente ans après, des promesses d'« indépendance, de liberté et de république islamique » ? L'esprit de la révolution est-il toujours aussi vivace ?

Pour Denis Bauchard (IFRI), spécialiste de l'Iran, le pays est dans la « continuité de la révolution islamique ». Et la présence d'un conservateur radical au pouvoir en est la preuve. Certains ne le voient pas de cet oeil. Aujourd'hui, beaucoup d'intellectuels ou de religieux acquis à l'époque aux idéaux de Khomeyni ne cachent plus leur déception face au régime actuel. Hauts religieux, parfois ayatollah, ils sont quelques uns à dénoncer les dérives du régime actuel qui s'est éloigné selon eux de l'esprit de la révolution. Ainsi l'ayatollah Hossein Ali Montazeri s'est-il illustré par son opposition : « L'imam avait promis la liberté, or il n'y en a aucune », déplore-t-il. Il est vrai que les libertés publiques, si elles ont pu se développer sous la présidence d'un réformateur tel que Khatami, ont connu une régression notable depuis l'accès au pouvoir de Mahmoud Ahmadinejad. Aujourd'hui la presse ainsi que l'Internet sont très surveillés. Plusieurs webzines sont régulièrement censurés. L'image que donne l'Iran à l'étranger, et particulièrement à l'Occident, est celle d'un régime autoritaire et antidémocratique. Mais la question est peut-être plus complexe qu'il n'y paraît. Car, régulièrement ont lieu des élections, et le peuple choisit

même ses représentants (président, parlement, etc), concrétisant par exemple par les urnes son désir d'une ouverture du régime en élisant Mohamed Khatami en 1997. Mais le système politique iranien, un pouvoir en double commande (ou à deux têtes), complique les choses. En effet, plus que le président, c'est le « guide suprême » (actuellement Ali Khamenei, qui a succédé à la tête du pouvoir religieux à Khomeyni

Mahmoud Ahmadinejad.



« Nous sommes la première puissance régionale comparée à l'Arabie saoudite, au Pakistan, à la Turquie ou aux sionistes ».

en 1989) qui détient le véritable pouvoir. Ce haut dignitaire religieux est élu par l'Assemblée des experts. L'élection de Khatami n'a donc pas tenu ses promesses, et n'a pas conduit aux réformes annoncées en raison du blocage institutionnel. Une déception et un certain désintérêt pour la politique s'en est suivi chez la population. Certains dénoncent une « illusion de démocratie ». D'après le quotidien en ligne Akhbar-e Rooz, « les élections ont perdu de leur sens après celles de mai 97 (qui ont vu la victoire de Khatami). Devant l'incapacité des réformateurs à améliorer la situation du pays et à s'opposer aux instances religieuses, le peuple est devenu apolitique » (édition du 13 mars 2008). En outre, le pluralisme des élections est limité par le rôle de filtre des candidatures que joue le Conseil des gardiens de la révolution. Ce fut le cas lors des dernières législatives de 2008. « Le système ne laisse concourir que ceux qui ne le menacent pas » estime Frédéric Tellier, spécialiste de l'Iran. Pire, des irrégularités ont été dénoncées lors des élections présidentielles de 2005.

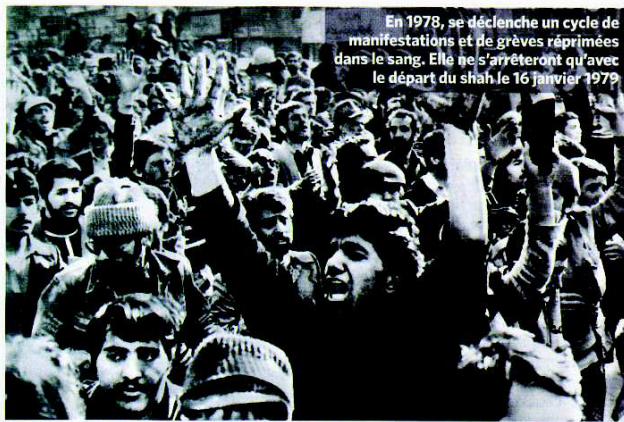
Aujourd'hui, à la veille des élections présidentielles de juin 2009, le pays s'interroge. La

situation économique est loin d'être enviable. Avec 25% de taux d'inflation et un chômage élevé notamment parmi les jeunes diplômés, l'état de l'économie est jugé préoccupant. Aujourd'hui le pays est trop dépendant des exportations de pétrole (qui représentent la moitié du budget de l'Etat), et souffre régulièrement de la pénurie de certaines denrées alimentaires. Saïd Leylaz, économiste, affirme : « C'est préoccupant, notre dépendance vis-à-vis du pétrole est cinq fois plus grande qu'il y a dix ans ». Et lorsque le prix du baril tombe en dessous de 50 dollars, les indicateurs voient rouge. Les sanctions de l'ONU, dues au dossier nucléaire, pèsent aussi sur l'économie. À cela s'ajoute le départ des investisseurs étrangers. La politique sociale et économique menée par Ahmadinejad est aujourd'hui pointée du doigt et jugée irresponsable.

Ahmadinejad contre-révolutionnaire ?

SUR LE PLAN INTERNATIONAL, le pays s'interroge. En ce domaine aussi, les élections marqueront peut-être un tournant. Hier, Ahmadinejad sem-

Pour l'heure, le régime d'Ahmadinejad semble toujours vouloir étaler sa puissance.



En 1978, se déclenche un cycle de manifestations et de grèves réprimées dans le sang. Elle ne s'arrêteront qu'avec le départ du shah le 16 janvier 1979

→ blait vouloir saisir la main tendue par Barack Obama et se déclarait favorable à un dialogue avec les États-Unis «dans le respect mutuel». Ouverture? Pour l'heure, le pays semble toujours vouloir étaler sa puissance. La fierté nationale est toujours de mise et l'Iran semble toujours aussi attaché à sa place de puissance régionale dans le Golfe persique. «Là aussi, il y a continuité depuis 1979», renchérit D. Bauchard, l'Iran entend s'affirmer comme une puissance régionale. Il est toujours en première ligne du front de refus, s'opposant aux États-Unis, à Israël et de manière générale, à l'Occi-

dent». Une puissance mise en scène lors de coups médiatiques comme celui du satellite Omid mais qui s'illustre aussi dans les discours. «Nous sommes la première puissance régionale comparée à l'Arabie saoudite, au Pakistan, à la Turquie ou aux sionistes», déclare non sans fierté Mohsen Rezaï, haut dignitaire du régime, Secrétaire général du Conseil du discernement. Et de se targuer de l'influence du pays dans la région, au Liban et même en Palestine. Allusion à peine voilée au soutien qu'apporte le pays au Hezbollah libanais et au Hamas. Dans ce désir d'affirmer son rôle en tant

que puissance régionale, la question du nucléaire a toute son importance...

Toutefois, la critique du régime, et plus particulièrement du gouvernement d'Ahmadinejad, monte. Son action est décriée même dans le camp conservateur, notamment par d'éminentes personnalités telles que Rafsadjani (président de 1989 à 1997). Les erreurs commises par plusieurs membres de son gouvernement, relayées par la presse, y sont certainement pour quelque chose. Son beau-fils et vice-président, Rahim Mashai, n'avait-il pas affirmé que l'Iran était «l'ami du peuple israélien»? Autre impair, autre scandale: celui qui arriva par Ali Kordan, ministre de l'Intérieur. Ce dernier avait prétendu être diplômé d'Oxford, ce que l'Université avait démenti. «Une impression de désorganisation caractérise sa présidence» commente le journaliste Mohammed Reza Yazdan Penah du webzine Yaari News. D'éminentes personnalités parmi les conservateurs, et notamment l'ancien président Rafsadjani, ont retiré leur confiance à Ahmadinejad. En effet, si le président actuel se rapproche de l'esprit «révolutionnaire» par son anti-américanisme et son anti-sionisme, son côté «superstitieux» et son discours religieux sont jugés décalés. Une déclaration récente qu'il a faite à ce sujet a provoqué des réactions très hostiles notamment parmi les religieux. «L'imam caché dirige le monde, et nous voyons sa main directrice dans toutes les affaires du pays», avait-il affirmé. Pourquoi une telle hostilité? Deux courants politiques s'opposeraient en Iran selon Mohammed Ali Abtahi du quotidien Etemad-e Melli: «D'un côté, les religieux révolutionnaires (khomeynistes); de l'autre, les religieux fondamentalistes à l'opposé de Khomeyni assurent que l'imam caché est le seul souverain légitime et qu'il ne peut donc y avoir de pouvoir religieux en dehors de lui». Et de conclure qu'Ahmadinejad a des idées contre-révolutionnaires!

Cette semaine, l'ancien président Mohammed Khatami a rendu publique sa candidature aux élections présidentielles de juin. L'élection à venir va-t-elle encore brouiller un peu plus les cartes? ■

MAJDA FAHIM

BIO

KHOMAYNI, L'IMAM FONDATEUR

Rouhollah Khomeyni naît en 1902 à Khomein. Issu d'une famille de religieux (son père et son grand-père étaient ayatollah), Rouhollah se dirige naturellement vers des études de théologie dans la ville sainte chiite de Qom. Il se destine à son tour à l'enseignement théologique. Il baigne dès lors dans un climat de résistance au régime du shah Reza Khan accusé d'être à la solde des Occidentaux. À l'âge de 39 ans, en 1943, Khomeyni publie son premier écrit politique, *Kashf al-Asrar* (Secrets dévoilés), dans lequel il dénonce le shah et la non-conformité du régime aux lois islamiques, sans pour autant remettre en cause l'institution monarchique. L'idée de clergé comme guide moral pour la direction des affaires du pays est déjà présente, mais ce n'est pas encore la notion de gouvernement par les clercs. C'est avec la révolution blanche de 1963 (ensemble de réformes visant à moderniser le pays) mise en place par Mohamad Reza Pahlavi, le fils et successeur de Reza Khan, qu'il se fait vraiment connaître et devient la figure de proue de la résistance au shah. Il est alors arrêté et contraint de s'exiler, d'abord en Turquie, puis en Irak et enfin en France à

Neauphle-le-Château. En exil, il met au point sa thèse d'un gouvernement par le clergé. En 1969, il va plus loin en développant le concept de *velayat e-faqih* (tutelle du juriste-théologien) dans son traité *Le Gouvernement islamique*. L'exercice du pouvoir doit être confié au meilleur des juristes-théologiens, qui est le plus à même de mener une politique proche de celle que l'imam chiite lui-même aurait menée. D'où l'usurpation du titre d'imam par Khomeyni qui n'est qu'un ayatollah. Khomeyni se serait inspiré d'après certains spécialistes (dont Mohammad-Reza Djallil de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève) des thèses des Frères musulmans et des écrits de Hassan el Banna. Depuis l'étranger, ses diatribes féroces contre le shah sont enregistrées sur cassette audio puis envoyées en Iran où elles rencontrent un large écho. Après la fuite du shah le 16 janvier 1979, Khomeyni retourne en Iran après 14 ans d'exil et rejoint la révolution déjà bien en marche. Le 1er février, il est accueilli triomphalement à Téhéran. Il instaure la République islamique et exerce la fonction de Guide de la révolution jusqu'à sa mort le 5 juin 1989. ■